

À Marseille, Cazeneuve répond à l'appel de la communauté juive

À la grande synagogue, hier, le ministre de l'Intérieur a assuré "amplifier la mobilisation" après l'agression de lundi

Quelques pâtisseries ont échappé aux gourmands dans la salle Isy Beraha de la grande synagogue de la rue Breteuil, hier à Marseille. Avant de s'installer au bord de la nappe blanche, où jus de fruits et eaux minérales pétillaient doucement à l'heure du goûter, Bernard Cazeneuve s'isole avec Jean-Claude Gaudin et Benjamin Amsellem. Le professeur agressé lundi à la machette devant l'institut franco-hébraïque La Source, dans les quartiers Est de la ville, parce qu'il est juif, est entouré de ses parents. "Je ne comprends pas qu'on puisse avoir envie de tuer à 15 ans," soufflera-t-il au ministre de l'Intérieur et des Cultes. Lui se définira un peu plus tard comme agnostique. S'il ne se prononce pas sur l'existence d'un dieu, Bernard Cazeneuve est un fêru de religions. "Dans un État laïque, la possibilité de croire ou de ne pas croire, c'est aussi la possibilité de pouvoir vivre sa religion librement en étant protégé", dira-t-il devant une trentaine d'élus et de représentants de la communauté.

Pendant près d'une heure et demie, la rencontre à huis clos, plutôt chaleureuse, n'aura rien à voir avec l'indolore coup de communication qui suivra sous la pluie fine. Si le ministre a mis du temps à venir à Marseille, ce n'est pas pour éteindre le débat sur le port de la kippa. Haim Korsia, le grand rabbin de France présent lui aussi, s'en chargera, citant le Talmud et deux Sages en constant désaccord, Shammaï et Hillel. "Ils sont tous les deux la parole de Dieu qui doute", sourit-il. Une offrande pour Zvi Ammar, le président du Consistoire israélite marseillais, qui ne savait plus comment sortir de la polémique qu'il avait fait naître. "Porter la kippa en attendant des jours meilleurs n'était qu'une recommandation de ma part. Dix grammes de tis-



Le Grand rabbin de Marseille, Reouven Ohana, a accueilli à la synagogue le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Bernard Cazeneuve, qui a ensuite pris place aux côtés du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, et du président de la Région, Christian Estrosi. / PHOTOS THIERRY GARRO

su ne doivent poser de problème à quiconque. Cette affaire est allée trop loin, au-delà de ce qu'on pouvait imaginer."

Dans la salle Isy Beraha, il ne s'agit plus de s'indigner ou de se chamailler; le terme vient justement de Shammaï. L'objectif est de rassurer et de trouver des solutions. "Nous sommes tous conscients que l'État fait son travail du mieux qu'il peut, convient Reouven Ohana, le grand rabbin de Marseille. Il y a déjà 15 000 policiers devant les écoles et les lieux de culte. On sent qu'il y a maintenant une prise de conscience collective sur l'évolution de notre société. Ceux

qui réfléchissent en France vont tous dans le même sens."

Chacun a ainsi acquiescé aux propos de Haim Korsia, expliquant que "la laïcité ne doit pas être punitive, mais positive. On doit expliquer cela aux Français. La laïcité permet justement d'exercer sa religion sans entrave." Ainsi qu'à "la liberté de conscience" professée par Joël Mergui, président du Consistoire de Paris. Une communauté de pensée perçue par le député PS Patrick Mennucci, rapporteur du projet de loi sur le djihadisme. "J'ai été frappé par cela. On a dépassé le stade des constats et des polémiques. La



véritable question est de mettre en application la loi de juillet 2015 permettant de repérer ceux qui se connectent plusieurs fois sur un site incitant au djihadisme."

Internet, source désormais clairement ciblée du mal, incarne les angoisses. "On ne peut pas bunkériser nos lieux de prières plus qu'ils ne le sont, mettre un policier derrière chaque juif, martèle Michèle Teboul, présidente du Crif à Marseille. C'est aux réseaux sociaux qui professent la haine qu'il faut s'attaquer. C'est comme cela qu'on protégera notre jeunesse."

Attentif, Bernard Cazeneuve n'est de toute façon pas venu

pour annoncer l'arrivée de renforts, alors qu'un dixième des effectifs nationaux de police et gendarmerie est en faction au côté des militaires. À Christian Estrosi, le président LR de la Région, il promet en aparté de l'aider à financer son plan sécurité de 250 millions d'euros. Et approuve Martine Vassal, patronne du Département qui renforce la sécurité dans les collèges et veut y faire entrer les associations antiradicalisation. "Nous sommes dans une mobilisation qui a vocation à s'amplifier", rassure le ministre. Quelles sont ses limites, c'est l'autre question.

François TONNEAU

"GARANTIR UN TRÈS HAUT NIVEAU DE PROTECTION"

Juste avant son retour sur Paris et sitôt achevé son entretien avec les représentants de la communauté juive, Bernard Cazeneuve s'est exprimé pendant 6 minutes devant la presse. "Je suis venu pour dire ma solidarité après l'agression abjecte, inqualifiable, dont a été victime Benjamin Amsellem", a-t-il dit d'emblée sous la pluie, avant de souligner que "à chaque fois qu'un acte antisémite est commis sur le territoire, les préfets ont instruction de saisir les procureurs de la République de manière à ce que l'action publique soit déclenchée. Cette action a permis de faire baisser en 2015 les actes antisémites de près de 2%". Toujours au rang des statistiques, il a évoqué le fait que 15 000 policiers et gendarmes sont actuellement mobilisés pour protéger les lieux de culte et les écoles et que "ce niveau sera maintenu". Après avoir détaillé les mesures pour limiter les radicalisations sur Internet, Bernard Cazeneuve a insisté sur sa stratégie : "On mène une guerre contre le terrorisme dans la vigilance, dans la détermination, dans la fierté de ce que nous sommes, en demeurant toujours debout, au nom de la tolérance, de la fraternité. Je veux garantir à tous les Français, au nom de la laïcité et de la République, un très haut niveau de protection".

F.M.

Estrosi: "Porter la kippa, c'est un signe de liberté"

Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire (LR) de Marseille:

"Nous faisons tous les efforts pour dire, dans le respect des règles et des lois de la République, en évitant le communautarisme, que toutes les communautés, qui sont nombreuses à Marseille, doivent avoir toujours la même attitude de générosité, de fraternité, de tolérance et de respect. C'est ça la vocation de Marseille. Espérance qui existe dans cette ville depuis 25 ans. Alors, dans une grande ville il peut toujours se passer quelque chose mais nous sommes solidaires les uns et les autres. Deux actes antisémites en très peu de temps, c'est trop, c'est inacceptable. Tous les élus de toutes tendances sont solidaires."

Zvi Ammar, président du Consistoire israélite de Marseille:

"Le ministre est un homme de terrain, pragmatique, un grand travailleur. Pour lui la sécurité de la communauté ne touche pas que les juifs. C'est toute la France qui est touchée. Le grand rabbin de Marseille a dit que quand Benjamin Amsellem a été touché, c'est d'abord la République qui a été touchée. On a parlé de plusieurs choses concrètes pour lutter contre les réseaux sociaux. Il faut être patient. Quant à la politique du port ou non de la kippa, chacun est libre. Ce n'est pas tant le port des 20 g de tissu qui est en question, c'est la sécurité de la personne.



La plupart des élus présents hier à la grande synagogue de Marseille pour la venue du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avaient revêtu la kippa. / PHOTO T.G.

Le ministre est très attentif à ce qui a été dit. La présence de tous nos élus nous fait chaud au cœur et je ne vous cache pas qu'on en a besoin."

Patrick Mennucci, député (PS) de la 4^e circonscription

des Bouches-du-Rhône:

"La kippa n'est pas un sujet de société, c'est juste le signe d'une communauté inquiète et qui a peur. Ceux qui ont envie de la porter, qui sont d'ailleurs une minorité, doivent pouvoir

le faire. C'est le rôle de la République de les protéger. L'endoctrinement sur internet touche des enfants maintenant et c'est très difficile à voir. La présence du ministre de l'Intérieur est symbolique, il nous en avait fait part mardi à l'Assemblée nationale. C'est sa place d'être là je pense."

Christian Estrosi, président (LR) du Conseil régional:

"J'ai toujours été aux côtés de chaque communauté comme un élu de la République se doit de l'être. Je suis engagé aux côtés de la communauté juive de notre région, dont nous connaissons le respect des valeurs de la République. Je dénonce de toutes mes forces l'agression de cet enseignant et je demande à ce que nous soyons sans état d'âme pour apporter les sanctions les plus fermes possible à ceux qui ont ces comportements. Car toucher à un juif de France, c'est toucher à la France toute entière. Pour moi, porter la kippa aujourd'hui, c'est un signe de liberté, pour pouvoir exprimer tout simplement que personne ne doit imposer, à qui que ce soit, de devoir se renier sur une pratique de culte. Derrière l'État islamique, il y a une volonté de faire monter la haine des uns contre les autres. Nous devons veiller au respect de chacun, dans le respect du culte et de la culture de chacun."

Recueilli par Franck MEYNIER

Carmelo Bianca
Meilleur ouvrier de France



20, rue Montgrand - 13006 Marseille - 04 91 33 31 31
www.carmelo-bianca.fr